

« Grand Débat National » : Et pourquoi pas nous ?



« Grand Débat National » : Et pourquoi pas nous ?

La France débat...

Le « *grand débat national* », dont le coup d'envoi a été donné le 15 janvier par le président MACRON, est la deuxième partie de la réponse de l'Élysée à la crise des « *gilets jaunes* », après des mesures sur le pouvoir d'achat . Mais le flou demeure sur le niveau de participation et les conséquences possibles sur la politique du gouvernement et ses chances de mettre fin au mouvement de protestation...

L'animatrice de ce « Grand Débat », la secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire Emmanuelle WARGON qui anime avec son collègue Sébastien LECORNU ce « *Grand Débat* », a annoncé mardi 29 janvier que **500 000 "contributions directes" avaient déjà été remises au gouvernement dont 200 000 ne seraient pas directement des réponses**

aux questions posées

Emmanuelle WARGON réagissait à l'Assemblée nationale à une question du député communiste Hubert WULFRANC, qui dénonçait « *"l'insincérité"* du débat lancé par l'exécutif en réponse à la crise des *"gilets jaunes"*, et *"la grande désillusion" des Français qui pourrait en résulter* ».

Piquée au vif, la réponse a fusé... « *La sincérité du « Grand Débat », c'est 1,2 million de personnes qui sont allés sur le site (...) 500 000 contributions directes qui nous ont été remontées, dont 300 000 réponses aux questions et près de 200 000 contributions ouvertes* », a détaillé la secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

Il est vrai que 2 500 réunions locales avaient été enregistrées sur le site, dont 700 ont déjà eu lieu. *"Ce sont des citoyens qui débattent en France dans les grandes villes, dans les campagnes, dans tous les départements de France et qui s'approprient les thèmes du débat : la démocratie et la citoyenneté, la justice fiscale et les impôts, les dépenses publiques, le service public et la transition écologique"*, a-t-elle ajouté.

Le grand débat national a lieu pendant deux mois sous des formes multiples.

Et pourquoi pas nous ? Et si nous nous en emparions sur les thèmes propres au transport routier comme la transition énergétique ? Et au-delà (puisque les thèmes ne sont pas limitatifs) si nos contributions de transporteurs interpellèrent, dans ce cadre propre, le gouvernement ?

Comme nous l'évoquions la semaine passée, l'OTRE a décidé de s'inscrire dans cette démarche. D'ici au 15 mars, dans chacun des syndicats locaux de l'OTRE, un débat ouvert à tous les chefs d'entreprise du transport sera organisé. Limité aux seuls transporteurs routiers de personnes ou de marchandises mais ouvert à tous et pas seulement aux adhérents, l'OTRE veut

incarner concrètement sa mission de corps intermédiaire.

Sans doute cette initiative fera sourire certains ou en fera grogner d'autres. Qu'importe ! L'idée est de profiter d'un moment démocratique et, sans démagogie, populaire pour écouter les acteurs du transport routier ; pour formuler des propositions sous forme de contributions au-delà même ou en complément de celles portées par l'OTRE.

Ainsi il ne sera pas dit que le transport routier aura été oublié !

Philippe BONNEAU